

# Accès aux marchés et assistance monétaire | Faisabilité des interventions cash auprès des personnes déplacées en site à Nyemba

Mai 2026 | République démocratique du Congo

Marché de Lubuye (Crédits : Alessandro Nicoletti)

## Messages clés

- **L'accès aux marchés reste fortement contraint pour les ménages déplacés des sites évalués dans la zone de santé de Nyemba.** L'éloignement constitue la principale barrière dans les trois sites (58%), suivi des **frais de transport élevés** (32%). Près de trois quarts des ménages (72%) doivent marcher **plus d'une heure** pour atteindre un marché.
- **La plupart des commerçants ont constaté une augmentation de la demande depuis décembre 2025** et la majorité (81%) se dit en mesure d'absorber une hausse légère à modérée de leur volume d'affaires à l'avenir.
- **Une intervention cash pourrait contribuer à réduire certaines barrières d'accès**, notamment les coûts de transport et les contraintes d'abordabilité pour les ménages évalués. Toutefois, **les capacités d'absorption des marchés demeurent restreintes par des insuffisances de capital (76%)**, en particulier sur les sites approvisionnés par le marché de Lukombe, où ces contraintes sont exacerbées par une fonctionnalité limitée du marché, augmentant le risque de tensions sur les prix et sur la disponibilité des produits.

## Contexte et justification

À la suite d'une [escalade des affrontements armés dans le territoire d'Uvira en décembre 2025](#), des milliers de personnes ont été déplacées. Près de 40 000 personnes déplacées internes (PDI) ont trouvé refuge dans la zone de santé de Nyemba, dans la province du Tanganyika, dont environ [30 000 réparties dans 11 nouveaux sites spontanés](#). Cet afflux massif de population a accru la pression sur les services de base et les marchés locaux, tout en générant d'importants [besoins humanitaires](#). Dans ce contexte, la compréhension des dynamiques de marché et de la capacité d'absorption locale devient essentielle afin d'éclairer la faisabilité des interventions monétaires et d'anticiper les risques associés.

Cette fiche d'information complète la [fiche sur la redevabilité envers les PDI](#), qui a mis en évidence une **forte préférence des ménages déplacés pour une assistance en espèces** (80% des ménages interrogés), malgré une couverture limitée de ce type d'assistance et un niveau d'insatisfaction élevé à l'égard de l'aide reçue, en particulier sur le site de Rugigi. **Cette fiche d'information présente les principaux résultats de l'analyse de faisabilité des interventions monétaires conduite auprès des ménages déplacés vivant dans les sites de Rugigi, Gabon et Nganga Mugabonjala, ainsi que des commerçants opérant sur les principaux marchés fréquentés par les PDI.** Elle vise à analyser les conditions de fonctionnement des marchés, les capacités d'approvisionnement et d'absorption de la demande, ainsi que les effets des déplacements et de l'assistance humanitaire sur les dynamiques de marché, afin d'informer la faisabilité et la mise en œuvre des interventions monétaires dans la zone de santé de Nyemba.

## Couverture géographique



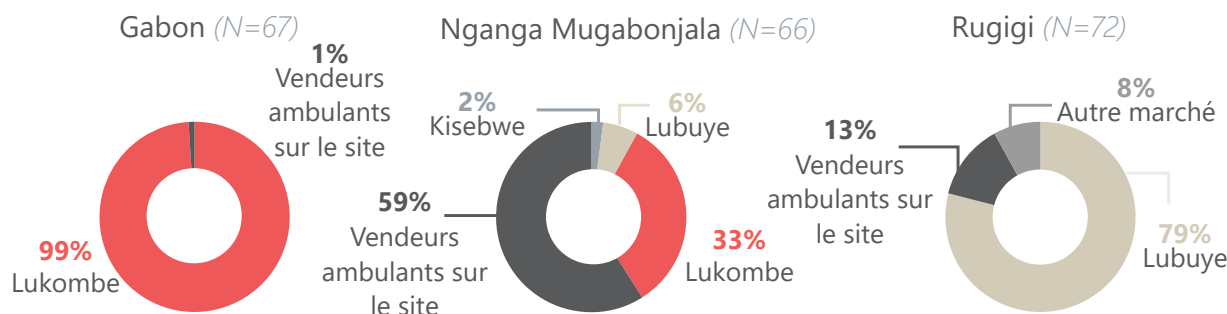
## Méthodologie

Une enquête représentative a été menée auprès de 205 PDI dans trois sites spontanés des personnes déplacées dans la zone de santé de Nyemba du 25 au 27 mai 2026. Ces résultats sont représentatifs par site avec un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10%.

En complément, une enquête a été conduite auprès de 42 commerçants opérant sur les marchés les plus fréquentés par les personnes déplacées. Elle visait à comprendre leur capacité à augmenter l'offre et à absorber une hausse de la demande en cas d'interventions en transferts monétaires. Des données sur le coût médian du panier de dépenses minimum (MEB) et la fonctionnalité de ces marchés ont également été collectées selon la [méthodologie](#) de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM). L'ensemble de ces résultats est indicatif. Pour plus d'informations sur la méthodologie, veuillez consulter les [Termes de Référence](#) de l'évaluation.

## Accès aux marchés

Marché principal de réapprovisionnement en produits alimentaires, par site :



**72%** des ménages ayant accès à un marché (hors vendeurs ambulants présents sur le site) mettent plus d'une heure pour s'y rendre.

Raisons du choix du marché fréquenté par les ménages PDI (Top 3 raisons, plusieurs réponses possibles)

|                                              | Gabon (N=67) | Nganga Mugabonjala (N=66)                       | Rugigi (N=72)                                   |
|----------------------------------------------|--------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| 1 C'est le seul marché que je connais        | 67%          | Pas d'accès aux marchés                         | Variété plus grande des produits                |
| 2 Variété plus grande des produits           | 28%          | C'est le seul marché que je connais             | Disponibilité des produits plus importante      |
| 3 Disponibilité des produits plus importante | 25%          | Ce marché est le plus proche de mon lieu de vie | Ce marché est le plus proche de mon lieu de vie |

Sur le site Gabon, la quasi-totalité des ménages recourait au marché de Lukombe, principalement parce qu'il constituait le seul marché connu (67%).

Dans le site Nganga Mugabonjala, le choix des ménages semblait davantage contraint par l'absence de marchés facilement accessibles, la majorité d'entre eux ne pouvant s'approvisionner qu'auprès de vendeurs ambulants présents sur le site (59%).

Dans le site Rugigi, situé dans la périphérie de la ville de Kalemie, les ménages privilégiaient le marché de Lubuye (79% des ménages) en raison de la plus grande variété (54%) et de la meilleure disponibilité des produits (53%).

Principales barrières d'accès aux marchés rapportées par les ménages PDI (Top 3 barrières, plusieurs réponses possibles)

|                                                          | Gabon (N=67) | Nganga Mugabonjala (N=66)     | Rugigi (N=72)                 |
|----------------------------------------------------------|--------------|-------------------------------|-------------------------------|
| 1 Le marché est trop éloigné                             | 83%          | Pas d'accès aux marchés       | Le marché est trop éloigné    |
| 2 Peu de moyens de transport disponibles pour s'y rendre | 34%          | Le marché est trop éloigné    | Frais de transport élevés     |
| 3 Frais de transport élevés                              | 33%          | Prix des produits trop élevés | Prix des produits trop élevés |

Les contraintes d'accès aux marchés restaient importantes dans l'ensemble des sites. L'éloignement des marchés constituait la principale barrière à Gabon et à Rugigi, tandis que l'absence d'accès à un marché était la contrainte la plus fréquemment rapportée à Nganga Mugabonjala. Les frais de transport élevés et le manque de moyens de transport figuraient également parmi les principaux obstacles. Ces résultats sont cohérents avec le fait que 72% des ménages ayant accès à un marché (hors vendeurs ambulants présents sur les sites) déclaraient devoir parcourir plus d'une heure pour s'y rendre, ce qui limitait leur accès régulier aux marchés.



## Analyse du MEB et de la fonctionnalité des marchés fréquentés par les PDI

| Marché  | Coût médian du MEB      | Score de fonctionnalité | Fonctionnalité |
|---------|-------------------------|-------------------------|----------------|
| Lubuye  | 415'163 FC / 180,51 USD | 82/100                  | Limitée        |
| Lukombe | 444'007 FC / 193,05 USD | 61/100                  | Limitée        |

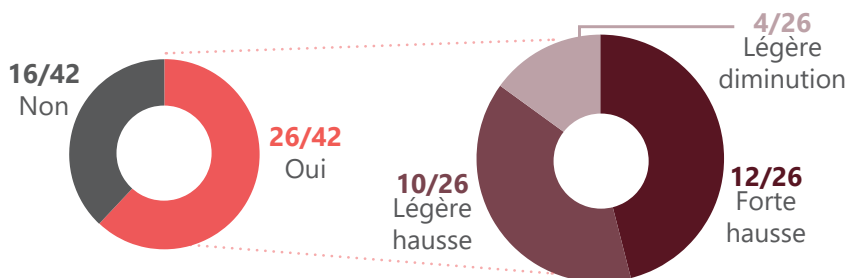
Les deux principaux marchés fréquentés par les PDI ont été classés comme présentant une **fonctionnalité limitée** en mai 2026. Toutefois, cette classification recouvre des réalités différentes : le marché de Lubuye a obtenu un score de 82/100, tandis que Lukombe a obtenu 61/100, reflétant des contraintes de fonctionnement plus marquées. Le **coût médian du MEB y était relativement élevé**, variant entre 415'163 FC et 444'007 FC, soit à des niveaux comparables ou supérieurs à ceux observés dans plusieurs grands centres urbains de l'est de la RDC tels que Bukavu (429'677 FC), Uvira (430'226 FC), Goma (384'167 FC) et Beni (353'920 FC).

Ces niveaux de prix élevés semblent se refléter dans les **problèmes d'abordabilité** rapportées par les commerçants. En particulier, 6 commerçants sur 9 à Lukombe et 8 commerçants sur 15 à Lubuye ont signalé des **difficultés financières de la part des clients**. L'**impossibilité de prédire les prix pratiqués par les fournisseurs** a également été mentionnée comme une contrainte majeure par 5 commerçants sur 9 à Lukombe et 7 sur 15 à Lubuye, surtout en raison des coûts de transport.

Par ailleurs, il est important de noter qu'en termes d'accessibilité, **4 commerçants sur 9 à Lukombe ont mentionné des difficultés d'accès physique au marché**. Selon eux, ces difficultés s'expliqueraient notamment par l'éloignement du marché par rapport aux sites de déplacés, mais aussi par les distributions humanitaires réalisées directement dans les sites, qui réduiraient les déplacements des PDI vers le marché.

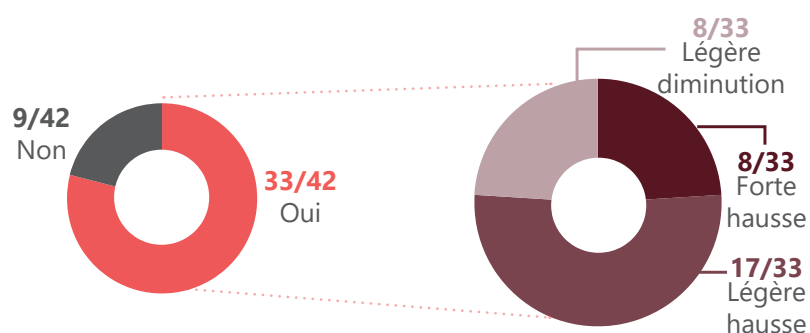
## Effets de l'arrivée des PDI sur les marchés selon les commerçants

Changements dans la demande des produits depuis décembre 2025 (N=42)



**20 sur 26** commerçants ayant observé une évolution de la demande ont attribué ces changements à l'arrivée de PDI (14/17 Lubuye, 6/9 Lukombe). Les autres facteurs cités ont été les **changements du pouvoir d'achat des clients** (5/26) et les **variations saisonnières** (3/26).

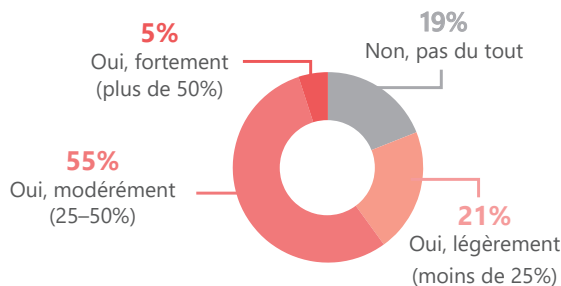
Changements dans les prix des produits depuis décembre 2025 (N=42)



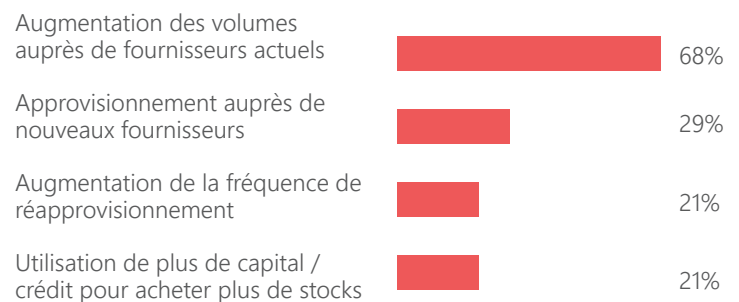
**14 sur 33** commerçants ayant constaté une évolution des prix l'ont attribuée à l'arrivée de PDI, une **perception particulièrement fréquente à Lukombe** (7/12). En revanche, à Lubuye, plusieurs facteurs ont été mentionnés par les commerçants, notamment l'évolution du pouvoir d'achat des clients (8/21), suivie par l'arrivée des PDI, les coûts de transport et les variations saisonnières (7/21 chacun).

## Capacité d'absorption des marchés fréquentés par les PDI

Capacité d'augmenter la quantité de produits vendus par les commerçants en cas d'augmentation de la demande (N=42)



Stratégies envisagées par les commerçants pour accroître l'offre en cas de forte hausse de la demande (plusieurs réponses possibles, N=34)



Principales contraintes pour augmenter l'approvisionnement rapportées par les commerçants (top 3, plusieurs réponses possibles)

|                                                 | Lubuye (N=29) | Lukombe (N=13) |
|-------------------------------------------------|---------------|----------------|
| 1 Manque de capital pour acheter plus de stocks | 22/29         | 10/13          |
| 2 Coûts de transport élevés                     | 15/29         | 9/13           |
| 3 Saisonnalité des produits                     | 5/29          | Insécurité     |

La majorité des commerçants ont déclaré être capables d'augmenter leur offre en cas de hausse de la demande (81%). Cette capacité repose principalement sur une augmentation des volumes achetés auprès de leurs fournisseurs habituels (68%), suivie par la recherche de nouveaux fournisseurs (29%) ou l'augmentation de la fréquence de réapprovisionnement (21%).

Toutefois, cette capacité d'adaptation déclarée reste largement conditionnée par l'accès aux ressources financières nécessaires pour augmenter les stocks. Parmi les commerçants identifiant

des contraintes à l'expansion de leur offre, le manque de capital pour acheter davantage de marchandises constitue la principale difficulté, citée par 76% des répondants. Ainsi, malgré les stratégies d'adaptation identifiées, les contraintes structurelles liées au financement des stocks et aux coûts d'approvisionnement suggèrent qu'une hausse importante de la demande pourrait dépasser leur capacité réelle d'ajustement à court terme.

## Synthèse des résultats et implications opérationnelles

En considération des [résultats de l'évaluation des ménages](#), montrant que 80% des PDI interrogées ont déclaré préférer recevoir une assistance en espèces, alors qu'aucun ménage ayant bénéficié d'une assistance humanitaire n'a rapporté avoir reçu un transfert monétaire, cette préférence constitue un élément favorable à la mise en œuvre d'une intervention monétaire. Toutefois, elle doit être mise en perspective avec le niveau de fonctionnalité des marchés et leur capacité à absorber une augmentation de la demande. Les résultats de l'évaluation suggèrent ainsi qu'une assistance monétaire est envisageable, en particulier pour des transferts de montant modéré, à condition qu'elle soit accompagnée d'un suivi régulier des prix, des disponibilités et des conditions d'approvisionnement. Le niveau déjà élevé des prix, combiné aux contraintes d'approvisionnement et de transport, indique néanmoins qu'une augmentation rapide et substantielle de la demande pourrait exercer des pressions inflationnistes et accentuer les difficultés d'accès aux produits, notamment dans les zones les plus enclavées. Ce risque apparaît particulièrement marqué sur le marché de Lukombe, où la taille réduite du marché, la dépendance à la demande générée par les PDI et l'approvisionnement en provenance de Kalemie limitent la capacité d'absorption d'une intervention de grande ampleur. Dans ce contexte, une assistance en nature, notamment sous la forme de distributions alimentaires directes dans les sites de déplacement situés autour de ce marché, pourrait constituer une modalité plus appropriée afin de répondre aux besoins immédiats des ménages tout en limitant les pressions supplémentaires sur un marché déjà contraint. À l'inverse, le marché de Lubuye, situé dans la ville de Kalemie et bénéficiant d'une base de consommateurs plus diversifiée, semble disposer de conditions plus favorables à la mise en œuvre d'une assistance monétaire, les effets d'une intervention d'ampleur similaire étant susceptibles d'y être plus limités.

## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).